

REPUBLIQUE DU SENEGAL

=====

MINISTERE DE LA FEMME
DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE

=====

**CONFERENCE REGIONALE
AFRICAINNE
PREPARATOIRE DE PEKIN**
DAKAR 14-23 Novembre 1994

26/11/94

**CÉRÉMONIE D'OUVERTURE DU FORUM
REGIONAL DES ONG SUR L'EXAMEN DU BILAN DES
STRATÉGIES PROSPECTIVES DE
NAIROBI ET L'ÉLABORATION DE LA PLATE FORME
AFRICAINNE A PRÉSENTER A BEIJING**

**DISCOURS
DE MADAME NDIORO NDIAYE
MINISTRE DE LA FEMME
DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

pas d'après du voyage de Botswana.
ministre de l'air africain présent à l'ONU.
Mme SUPATRA. MATANT =

The Senegal
offer you its fields
to be your country
during
this
days of
reflection

Madame la Présidente de FEMNET AFRIQUE

Mesdames les représentantes du CORA, collectif du Sénégal

Mesdames et Messieurs les Représentants des Institutions des Nations

Unies,

Honorables experts et invités à cette réunion régionale organisée sous

l'égide de la C.E.A.

Mesdames, Messieurs les représentant des ONG

Mesdames, Messieurs les représentants des associations

Mesdames, Messieurs,

pour Africa
is free from
every where

le directeur des CICES -
Welcome to our
continent from Africa: I think we are the reality of our people now -
Africa cannot be developed with out us

C'est un plaisir et un agréable devoir pour moi d'accueillir au Sénégal, ce forum des ONG, autrement dit ceux et celles qui représentent le flambeau du dynamisme de l'innovation à la base.

Je remercie donc toutes celles et ceux qui ont fait un long voyage pour venir débattre sur notre belle terre de Teranga de ce qui nous meut et motive en commun : l'amélioration de la condition des femmes africaines, leur organisation associative, leur participation et prise en compte rénovée et égalitaire au développement.

J'y suis d'autant plus sensible que mon département a en charge aussi le secteur des ONG.

La Conférence de Dakar, conférence préparatoire pour l'Afrique qui regroupe les femmes des 54 états africains et nos partenaires au développement a reçu mandat des Nations Unies et de l'OUA :

- d'examiner et d'évaluer l'application des stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme adoptées à Nairobi en juillet 1985

- de définir un plan d'action pour l'Afrique afin de prendre les besoins en compte dans la plate-forme d'action mondiale qui sera discutée Beijing.

Il est de tradition que de telles grandes rencontres soient précédées par des réunions de concertation avec la société civile permettant de définir des stratégies et des lignes d'action communes.

Le forum des ONG s'inscrit dans ce cadre. Il devra permettre la prise en compte des aspirations des femmes à la base, toute opinion confondue, quant à leur devenir et leur apport au développement, à la paix, à la démocratie dans nos sociétés.

Mesdames, Messieurs les représentants des ONG,

S'il est vrai que les actions les plus novatrices, initiées depuis l'année internationale de la femme en 1975, n'ont pu aboutir en raison de contraintes liées à nos propres sociétés, conjuguées à un contexte difficile de redéploiement de l'aide, on ne saurait oublier les nombreux transformations intervenues partout en Afrique, parce qu'à travers différentes formes d'organisation : associations, groupements, réseaux, mouvements elles ont réagi, se sont organisées pour combattre des tabous et des pratiques devenus intolérables.

Simultanément, l'ouverture démocratique de la plupart des pays africains combinée à la rationalisation et l'utilisation optimale de toutes les ressources humaines a favorisé l'explosion du dynamisme associatif qui a permis aux femmes une visibilité et une prise de parole collective. Cette décennie se caractérise indubitablement par le passage de la parole féminine individuelle à une parole collective dans la sphère publique.

Dans ce même élan, et de plus en plus, il est aussi apparu que le développement ne peut être transféré d'un pays à l'autre, et que ce sont les peuples qui doivent être les agents de leur propre développement. Cette constatation s'est traduite par un partenariat qui a imposé un développement concerté et suppose que les associations soient insérées et reliées aux organisations sociales qui animent l'ensemble du tissu social. C'est donc dans ce nouvel espace que les ONG ont fondé la légitimation de leurs interventions et articulé de façons complémentaires leurs actions à celles promues par l'État.

Certes, il n'est plus à prouver que c'est au sein des ces organismes qu'apparaissent nombre de germes de changements notamment en matière de créativité populaire, d'auto-prise en charge des besoins, de responsabilisation personnelle et collective, de prise de parole des

femmes, de force de proposition. C'est ce qu'ont compris nos gouvernements et le Japon dès les années 1990 de leur ont accordé un soutien financier, technique, juridique, fiscal et de facilités (immunité diplomatique réservée aux ONG internationales, conversion en monnaie locale des devises étrangères, exemption d'impôts et taxes d'employeur, facilité des formalités relatives à l'enregistrement des étrangers aux visas d'entrée, aux permis de travail et de séjour etc....). afin de dynamiser les initiatives à la base et ainsi réaliser un développement durable.

Toutefois, on ne saurait néanmoins faire l'économie d'une série d'autres conditions dont l'absence pourrait lourdement entamer tout effort de la base, tel que la **présence d'investissements publics en infrastructures physiques et sociales** ainsi que la **présence d'une administration publique capable de soutenir, orienter, planifier les efforts de développement** pour en assurer la **pérennité et la reproductibilité**.

Assurer les conditions du développement ne peut donc s'envisager sans la prise en compte de cette interrelation incontournable entre l'appareil d'État et le tissu social composite que constituent les réseaux associatifs. L'un sans l'autre ou encore l'un à côté de l'autre ne peut valablement prétendre à l'élévation du bien être des populations et notamment des femmes. C'est dans la complémentarité et le respect de l'identité de chacun des acteurs de développement que des solutions viables et pérennes pourront être dégagées.

Trop souvent, la complexité de toute situation de développement due à la multiplicité des acteurs concernés et à l'hétérogénéité des codes à maîtriser, à l'absence de points d'appui et de référence amène à penser le développement comme un processus linéaire et homogène. C'est un grand temps que la rhétorique de l'intérêt collectif, du dévouement et du militantisme du développement soit mise en cohérence avec des pratiques mieux articulées les unes aux autres.

Mesdames, Messieurs les représentants des ONG,

Je voudrais profiter du moment qui nous réunit pour rappeler les étapes qui ont constitué notre histoire commune dans la lutte pour les plus

démunis. Les années 70 ont vu l'efflorescence des associations et des ONG spécialisées qui pratiquaient surtout l'aide d'urgence lors des cas de famine et de catastrophes naturelles, elles étaient surtout le fait d'associations et d'ONG étrangères et oeuvraient complémentirement à l'appareil d'État. Les années 80 virent la naissance d'une deuxième génération d'ONG visant à promouvoir des activités de développement local à travers les petits projets s'inscrivant dans le cadre des orientations politiques globales définies par l'État. Simultanément, l'approfondissement de la réflexion sur la condition de la femme; liée à la décennie des Nations Unies, favorisa la naissance d'un angle d'attaque des ONG pour promouvoir la participation des femmes aux activités de développement dans un contexte social où les rapports de sexe devaient être rééquilibrés. Ce fut la période de **l'intégration des femmes au développement**. Nombreuses furent alors, les initiatives de jeunes cadres qui étaient rompus au management. Les années 1995 enregistrent une évolution notable puisque ces **leaders associatifs d'hier sont bien souvent aujourd'hui entrés en politique**. Les associations de la troisième génération, sans contredire l'action des deux premières catégories cherchent aujourd'hui, **plutôt à créer les conditions économiques et institutionnelles indispensables à la viabilité des projets locaux**. Leur but étant moins de réaliser elles-mêmes que de catalyser les efforts locaux et d'aider les populations à s'organiser.

Désormais, votre travail exigera donc un **effort de coordination** avec tous les acteurs du développement : publics ou privés, locaux ou extérieurs. C'est en ce sens que nous, femmes au gouvernement, femmes dans les ONG, ONG oeuvrant pour les femmes, devons faire preuve de compréhension pour construire ensemble les conditions du **lien social rénové**, où femmes et hommes, aînés et cadets, parents et enfants à tous les niveaux de la société, produiront le scénario qui nous donnera la capacité de créer nos ressources propres, d'exploiter et d'amplifier toutes les stratégies alternatives, en vue d'un **développement humain durable** où la parité entre les sexes conjuguera efficacité et équité.

Mesdames et Messieurs les représentants des ONG,

Il reste beaucoup à faire pour nous, hommes et femmes, qui avons le devoir et la responsabilité de bâtir l'Afrique du 21^{ème} siècle. C'est votre

participation totale, dans le respect de vos différences, qui aidera à changer l'image de nos sociétés

Vous comprendrez, Mesdames, Messieurs, toute l'importance que j'attache à vos travaux, en tant que **contribution substantielle à l'élaboration de la plate forme africaine** surtout en cette période de déchirure où les conflits s'attisent sur l'ensemble du continent

Sachons, nous femmes, **faire mentir l'afropessimisme** qui range l'Afrique au rang des continents condamnés, montrons au monde comment les femmes africaines réunies ici, **préfigurent des rapports futurs métamorphosés** parce qu'elles auront su faire entendre pleinement leur voix où président la **tolérance, l'unité, la persévérance, le pragmatisme conjugué à l'utopie la plus hardie**. : la reconnaissance, dans et par la société civile, des droits et des responsabilités au sein de nos familles, dans le travail, dans tous les lieux publics, autrement dit le droit à être souverainement soi même. Les femmes et notamment les plus organisées, et plus particulièrement vous ici réunies, avez un **devoir d'ingérence dans le développement économique, culturel, la paix, et la démocratie.**

D'ores et déjà je ne doute guère que votre réflexion viendra enrichir le débat ainsi que la plate forme qui sera entérinée lors de la conférence de Dakar.

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de présidente de la Conférence régionale africaine préparatoire à la conférence des femmes à Beijing, je vous invite, pour définitivement faire tomber les poches de résistance qui subsistent envers les femmes, à requestionner et approfondir tout ce qui se présente comme des vérités acquises. Le cadre conceptuel qui vous est proposé ne saurait être compris comme un carcan mais comme un référent de base à partir duquel il convient de rendre **intelligible le présent pour maîtriser l'avenir.**

Fortes des potentialités qui ne vous sont guère discutées : **flexibilité, humanisme, volonté de changement, proximité avec les populations, capacité d'innovation, c'est votre force de proposition qui est aujourd'hui interpellée.**

Toutefois, la problématique d'un développement égalitaire, à visage féminin ne trouvera de consistance que si elle parvient à relativiser certaines dualités et clivages. La cristallisation de la dichotomie entre société civile et société politique et /ou État entérine un cloisonnement que contredit toute analyse fine de la réalité, et interdit de penser les effets d'entraînement réciproques dans une perspective dynamique et de développement durable.

Si les ONG veulent être un outil de coopération plus souple et plus direct, en prise immédiate avec les populations qu'elles entendent aider et plus particulièrement : les femmes, les petites filles et dans un même élan, leurs compagnons, c'est parce qu'elles auront su dépasser certaines rivalités et concurrences internes qui les discrédite auprès des populations à la base, c'est en se dotant de compétences indiscutées qui leur permettront de se présenter comme des relais possibles pour la mobilisation et le changement social, c'est en déterritorialisant et désenclavant leurs actions. C'est aussi au sein même de leurs structures, en développant de nouveaux équilibres entre hommes et femmes. Elles doivent en outre approfondir les raisons pour lesquelles, elles sont encore trop rares à s'appuyer sur la théorie des rapports sociaux de sexe, laquelle se focalise plus sur la complémentarité des rapports entre les hommes et les femmes que sur la prééminence d'un pôle (fut-il féminin), avec en définitive, tous les risques d'une nouvelle marginalisation de celui-ci

De plus, dans une période où émerge la volonté politique d'associer plus étroitement à la gestion des affaires locales, les populations à la base dont les femmes, les ONG ne peuvent manquer le rendez-vous, en redéfinissant leur place dans la relation administration/administrés, en rationalisant leur interventions

Ce programme enthousiasmant, nous le réaliserons ensemble, nous femmes africaines, femmes dans les associations, femmes dans les ONG, et femmes dans la sphère publique en optant pour la qualité : la qualité des compétences, la qualité des relations, la qualité dans

l'éducation, dans les entreprises, dans la vie familiale, dans les relations au quotidien entre hommes et femmes, et entre nous mêmes.

C'est dans la confrontation des expériences, dans le désenclavement de l'action, dans la recherche de solution en commun, que doit être envisagée l'évolution du cadre politique. Vous avez la lourde responsabilité de porter à la connaissance de tous, les besoins, et les aspirations des femmes et des populations pour leur meilleure prise en compte dans le développement global, mais aussi de jouer le rôle de médiateur entre les acteurs locaux du développement et les institutions développement afin de promouvoir l'établissement d'un climat de paix par le développement économique et culturel équilibré et harmonieux entre les sexes.

Je déclare ouvert le forum des ONG et vous remercie de votre aimable attention.